

«C'est une contre-révolution !»

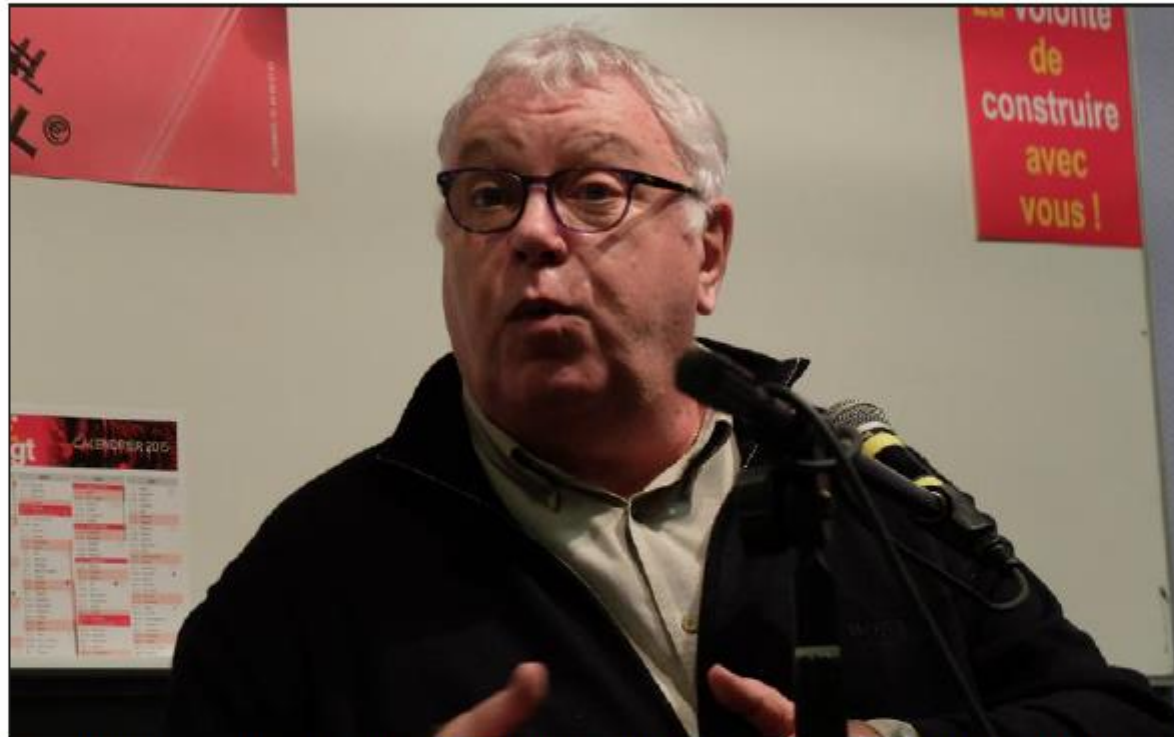
Pour l'ancien inspecteur du travail Gérard Filoche, aujourd'hui à Audincourt, la loi El Khomri met à bas 100 ans de droits sociaux et doit être abrogée.

A l'invitation de la CGT et l'association L'Atelier, Gérard Filoche, membre du bureau national du PS, ancien inspecteur du travail, tient meeting ce vendredi à 20 h 15 au foyer municipal d'Audincourt. Son credo ? Le « non » à la loi El Khomri. **-Selon vous, tout est mauvais dans cette loi. Mais quel est le « pire » du pire ?**

-Sans aucun doute, l'article 1 qui subordonne les droits et besoins des humains aux droits et besoins de l'entreprise. Ça va non seulement à l'encontre du Code du travail mais met aussi un terme à plus d'un siècle de progrès sociaux. Cette loi est une véritable contre-révolution, politique, historique, sociale et conceptuelle.

-Vous parlez de changements brutaux mais l'évolution a été insidieuse, non ?

-Absolument pas. Entre le moment où il y a 100 ans, le Code du travail a été adopté



■ « Cette loi va permettre de pratiquer le dumping social à l'intérieur d'un même secteur d'activités et dans des entreprises géographiquement proches »
Photo d'archives ER

-suite notamment aux mouvements dans les Houillères où le patron voulait faire redescendre les ouvriers alors que les morts d'une explosion n'avaient pas été retrouvés !- et aujourd'hui, il n'y a pas eu de remise en cause directe. Tout le sens l'histoire a été celui-ci en France : que le ministère du Travail échappe à celui de l'économie. C'est de l'anti-Macron avant l'heure ! L'histoire du Code du travail, érigé pour défendre les

droits humains, a été faite de sang et de larmes, de grèves, de longs débats au parlement... La contre-révolution a eu lieu en septembre 2015 quand François Hollande a dit qu'il fallait adapter les droits au travail aux besoins des entreprises. J'étais devant ma télé, les bras m'en sont tombés.

-Le président parle de souplesse ?

-Nous sommes membres de l'OIT (Organisation internationale du travail) : on

se bat pour les droits des personnes, pas pour négocier à l'intérieur des entreprises, ou même par pays ! On ne peut pas être souple avec le droit du travail. Faut-il être souple concernant l'interdiction du travail des enfants, la protection contre les accidents, le respect de la vie privée ? Les droits humains ne se négocient pas en entreprise. Je ne veux pas d'indulgence pour ceux qui licencient abusivement mais qu'ils aient peur, je ne veux

pas de tolérance pour ceux qui ne respectent pas les règles de sécurité mais des sanctions. Aujourd'hui, il y a 700 suicides liés au travail, 800 accidents mortels, 4500 handicapés par an en France. Il y a également une espèce de sauvagerie au travail et ce alors qu'il y a 5 millions de chômeurs. Comment est-ce possible dans une société civilisée ?

-La solution pour vous est l'abrogation de cette loi sous la pression ?

-Oui la mobilisation et la grève générale. Je trouve que le mouvement, notamment chez les jeunes, monte en puissance. On verra jeudi prochain. Vous savez Chirac et Villepin ont bien annulé le CPE face à la colère des étudiants. Tout est encore possible.

-Vous parlez de trahison, et de forfaiture de Hollande et Valls pour cette loi « scélérates ». Pourquoi restez-vous au PS ?

-Oui, mes mots ne sont pas légers mais c'est à la hauteur de la gravité de cette loi et du choc qu'elle me donne. Le PS ne s'est jamais prononcé en sa faveur. Sur les 58 membres du bureau politique, nous sommes une majorité contre. La majorité de la gauche, la majorité des syndicats sont contre. C'est Hollande qui a renoncé, pas nous.

Propos recueillis par
Sophie DOUGNAC